LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire - 1 F | Parait le mercredi ● 2 octobre 1968 | N° 11

L'ASSOCIATION CITROËN ET FIAT

(Voir page 7)

TCHECOSLOVAQUIE : les dirigeants russes dans l'impasse

(voir page 2)

(Photo A.F.P.)

Une vue du meeting organisé dans la cours de la Sorbonne par les Comités d'action et qui a précédé la manifestation de solidarité avec les étudiants mexicains.

QUARTIER LATIN :

MANIFESTATION DE SOLIDARITÉ AVEC LES ÉTUDIANTS MEXICAINS

(voir page 5)

le grand combat d'Edgar Faure contre l'UDR

(voir page 5)

LA SUCCESSION DE SALAZAR

Ils ont raison d'avoir peur

(voir page 8)

CORRESPONDANCES DES ENTREPRISES

- Crédit Lyonnais, Mavilor, ...

(voir page 7)

tonnerre sur le mexique

ROME, Varsovie, Berlin, Paris, bien d'autres capitales aussi et, surtout, maintenant Mexico. 1968 restera peut-être dans l'histoire comme l'année de la révolte étudiante étendue au monde entier ou, du moins, comme le début de cette révolte car, s'il est hasardeux de prédire en la matière, il semble bien improbable que le mouvement meure avec l'année.

En réalité, il n'a pas commencé avec elle. Cela fait des années maintenant que la Zengakuren, organisation des étudiants japonais, est connue du monde entier pour avoir organisé des manifestations d'une rare violence contre la politique de la bourgeoisie nippone alliée à l'impérialisme américain. Et depuis qu'existent des universités, dans tous les pays et sous tous les régimes, elles furent source de troubles pour le pouvoir établi. La figure de l'étudiant combattant des barricades au côté de la liberté est plus vieille que ce siècle.

Le fait nouveau c'est la confluence de ces révoltes en même temps. Ce qui inquiète les uns, séduit quelques autres, rend perplexes beaucoup, c'est que le même phénomène se produise en même temps, ou à quelques semaines d'intervalle, en Asie, en Afrique, en Europe et en Amérique.

Nul besoin pourtant de faire appel aux élucubrations délirantes de « Minute » pour expliquer cela. Nul besoin d'une organisation internationale aux ramifications souterraines et aux ressources occultes, cubaines ou chinoises. Si le même scénario se répète partout ce n'est pas parce qu'il a un même metteur en scène: c'est parce qu'il exprime les mêmes besoins, le même idéal, les mêmes haines.

Partout, ces dernières années, le nombre des étudiants s'est accru dans des proportions considérables. Les campus, les cités universitaires, les facultés regroupent souvent des dizaines de milliers de jeunes. C'est cette concentration relativement nouvelle qui donne au mouvement étudiant son impact actuel. Même réduit à ses seules forces il est plus redoutable aujourd'hui que par le passé.

Ces jeunes ont aussi bien souvent des conditions de vie qui sont loin d'être satisfaisantes. Certes le nombre de fils d'ouvriers ou de paysans accédant à l'université n'est certainement pas plus important au Mexique qu'en France. On sait qu'il n'est pas grand. Mais partout, dans la mesure où elle s'accroit, la grosse masse des étudiants est fournie de plus en plus par les enfants de la petite bourgeoisie, une classe sociale dont l'existence dans la société actuelle est loin d'être sans souci.

Pourtant, même si à Mexico comme à Paris les étudiants sont inquiets devant le peu de débouchés que leur offre la société, s'ils sont mécontents du manque d'amphis, de logements et de professeurs, si une partie d'entre eux doit travailler pour poursuivre ses études, ce n'est sans doute pas la raison décisive de la révolte. La preuve en est que partout où elle a pris de grandes proportions elle s'est développée sur des objectifs politiques.

Le propre de l'étudiant est d'être jeune, libre et sans entrave. Il n'est pour quelques années ni écrasé par l'exploitation que l'on subit, ni enchaîné aux profits que l'on tire de celle des autres. Il est de plus, par son activité elle-même et par le milieu dans lequel il vit, le mieux informé des problèmes de la société, de ses tares, des luttes qui s'y mènent, des idées qui s'y brassent. Pour toutes ces raisons, les étudiants forment peut-être la seule couche sociale qui peut entrer en lutte directement sous l'influence des idées et pour un idéal, et non immédiatement poussée par les conditions mêmes de son existence.

A Mexico, comme il y a peu de temps à Paris, c'est pour la liberté et la justice que se battent les étudiants. C'est contre le régime policier, que ses sbires s'appellent granaderos ou C.R.S., symbole et instrument de l'oppression, qu'ils luttent. C'est la société et non la seule université qu'ils aspirent à changer.

Bien sûr, cela ils n'y parviendront pas par leur seul combat. Pour la raison même qui explique celui-ci : la société ne peut être changée par une couche sociale qui n'est plus libre que parce qu'elle est « désinsérée » du contexte social et économique.

C'est d'ailleurs ce qu'ont compris les meilleurs d'entre les étudiants qui s'efforcent, peut-être maladroitement mais sincèrement, de joindre la classe ouvrière. Les étudiants mexicains multipliaient ces derniers jours les meetings d'explication dans les quartiers et les faubourgs populaires de Mexico. Et si les travailleurs mexicains n'ont pas rejoint les étudiants dans la rue, ceux-ci ont sans aucun doute obtenu leur sympathie et leur solidarité.

Sympathie et solidarité auxquelles ils ont droit de la part des travailleurs et des révolutionnaires du monde entier. La cause pour laquelle ils ont combattu et, pour plusieurs d'entre eux, ont fait le sacrifice de leur vie, est aussi la nôtre.

Vivent les étudiants mexicains !

Les Comités d'Action jettent-ils les bases d'un futur PARTI REVOLUTIONNAIRE ?

LES comités d'action créés en mai ou en juin dans certaines localités, dans certains quartiers ou même dans certaines entreprises ne sont sûrement pas des embryons de soviets. Certains ont peut-être pu l'espérer un court instant. Pourtant, même au plus fort de la crise de ce printemps 1968, même là où ces comités ont eu une activité ouverte et publique, même quand ils regroupaient en leur sein des militants de différentes tendances, et même lorsque certains de ces militants avaient gagné une audience (toutes conditions que les comités ont rarement réunies), il leur a toujours manqué l'essentiel : que les travailleurs du quartier de la localité ou de l'entreprise, ou à tout le moins une fraction d'entre eux, reconnaissent le C.A. comme leur représentant et participent d'une manière ou d'une autre à sa vie.

Partout, sauf peut-être dans les universités ou les lycées, mais ce n'est pas de ceux-là dont nous parlons ici, les C.A. sont donc restés des groupes de militants ne représentant qu'eux-mêmes et leurs idées. Et il est bien évident que si durant la crise ils n'ont pu dépasser ce stade, ce n'est certainement pas maintenant qu'ils le feront.

Bien sûr, une nouvelle mobilisation des masses, un nouveau combat plus dur et plus puissant que celui de mai, plus conscient aussi, qui donneraient un nouveau rôle et une nouvelle dimension aux C.A., ne peuvent être exclus en théorie. Les révolutionnaires sont même persuadés qu'ils se produiront fatalement un jour. Les attendre pour les prochaines semaines ou les prochains mois et surtout fonder toute leur tactique et leur stratégie sur cet espoir ne serait pas sérieux.

Une des fonctions essentielles des Soviets, ces « Parlements ouvriers », était de permettre aux différentes tendances du mouvement ouvrier et révolutionnaire de s'affronter démocratiquement, de confronter leurs solutions, de les proposer au choix de la masse des travailleurs. Les décisions dépendaient en définitive de ceux-ci. Et, devant elles, les tendances minoritaires, tout en conservant le droit de défendre leur point de vue et l'espoir de changer la majorité, pouvaient s'incliner et même devaient le faire si elles ne voulaient se mettre hors du mouvement.

Nous sommes à mille lieues de cette situation. Et les comités d'action actuels ne peuvent en aucun cas avoir pour seule fonction, ni même comme principale fonction, d'être le cadre où s'affrontent et surtout se règlent les oppositions entre les différentes tendances révolutionnaires. En l'absence des travailleurs, le C.A. deviendrait un simple ring sans spectateurs ni arbitre. Les vaincus, si vaincus il y a, n'auraient aucune raison d'accepter leur défaite. Elle ne prouverait d'ailleurs rien d'autre que le fait qu'une telle tendance compte dans ses rangs quelques militants de plus que telle autre. A ce niveau personne ne peut considérer cela comme un argument et aucun militant n'accepterait de s'incliner devant lui.

Les comités d'action ne peuvent pas être une forme d'organisation où joue la règle de la majorité. Si une tendance quelconque cherchait ainsi à imposer son point de vue et si elle y parvenait, soit parce qu'elle se trouve réellement majoritaire, soit par quelques ficelles moins avouables, ce serait en même temps, à coup sûr, la fin des comités d'action. Car alors, en même temps, elle ferait le vide autour d'elle, les militants d'autres tendances fuyant un organisme dont il ne peuvent accepter la discipline. Les comités d'action seraient alors de simples appendices organisationnels de cette tendance, ou encore chacune des tendances créerait ses propres comités d'action. Tout cela s'est vu et se voit même encore. Mais évidemment alors les comités d'action n'auraient et n'ont plus rien à voir avec ces organismes de regroupement que de nombreux militants, aussi bien trotskistes que maoïstes ou anarchistes, ont essayé très sincèrement de mettre sur pied à l'occasion des événements de mai et juin.

En fait il n'y a pas grand choix. Pour survivre, les comités d'action sont condamnés à offrir des possibilités d'actions communes aux militants des différentes tendances telles qu'elles existent actuellement.

Cela en revient à poser la question de savoir s'il y a un fond d'idées et partant une base d'activités qui soient communs à toutes ces tendances ? Car il est bien évident que si la réponse à cette question est négative alors le sort des comités d'action est d'ores et déjà scellé. Ils n'auront été qu'un beau rêve utopique et irréalisable.

Pour notre part, et Lutte Ouvrière l'a déjà affirmé à maintes reprises, nous pensons que cette base commune existe. La conjonction des positions politiques et des attitudes des révolutionnaires durant les événements du printemps, dans le même temps que les divergences continuaient à se marquer très fortement, en fut une preuve. Le travail entrepris au sein de certains comités d'action en est une autre. Nous avons d'ailleurs tenté dans notre numéro 9 d'expliciter plus concrètement cette position et de donner des exemples de travail commun possible par l'intermédiaire des C.A. Et nous reviendrons sur cette question dans les prochains numéros.

Mais à supposer donc que la position de Lutte Ouvrière soit juste et que ce travail commun soit possible, encore faut-il que chacune des tendances ait la réelle volonté d'exploiter toutes les possibilités en ce sens.

Si cette volonté manque, alors les comités d'action deviendront le champ de petites manœuvres ridicules et mesquines, avant de se vider et de disparaître sans gloire.

Si elle existe, en revanche, alors le travail qui pourra se faire dans le cadre des C.A. sera à la fois une vérification, un exemple et une preuve. La vérification, l'exemple et la preuve qu'une coopération relativement large et surtout suivie est possible entre les différentes tendances révolutionnaires tout en respectant la personnalité de chacune. C'est-à-dire qu'elles peuvent sans abandonner leurs divergences — ce que nous savons bien impossible dans la période qui vient — s'unifier dans un même mouvement. Les comités d'action pourraient bien être alors les embryons d'un futur parti révolutionnaire.

« Lutte Ouvrière »
est en vente dans les kiosques et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

COURRIER DES LECTEURS

Abonné à « Lutte Ouvrière », je suis très déçu par votre publication.

Je ne pense pas, à l'analyse du contenu de votre hebdomadaire, que vous soyez des « habiles ». D'évidence, un « carriérisme » engagé par de telles voies serait grossièrement maladroit. Dans la conjoncture française actuelle, il ne pourrait absolument pas conduire très loin et déboucherait, à coup sûr, sur un fiasco.

Je crois — je suis même persuadé — que vous êtes sincères et de très bonne volonté mais aussi et surtout que vous êtes des amateurs. Des amateurs en train de gâcher de l'enthousiasme, du papier, du temps et de multiples et diverses possibilités.

« Lutte Ouvrière » me paraît viser à vouloir être un moyen de propagande. Si j'ai raison, son premier objectif consiste à obtenir, de la part de ses lecteurs, un affichage public, dans leur milieu particulier, toujours croissant. Croyez-vous qu'on puisse, de votre numéro 8, par exemple, extraire quelque chose à afficher ? Quelque chose susceptible de retenir l'attention d'un public sans éducation politique et civique, qui pense peu, qui est tout juste capable de lire quelques lignes rédigées de manière à souligner brutalement les problèmes d'actualité et collectifs ? Quelque chose capable de capter d'emblée l'attention, ne serait-ce que des éléments les plus éveillés des masses populaires qu'il s'agit, somme toute, d'informer, d'influencer, de mobiliser ?

Du point de vue propagande, votre numéro 7 est une bouillie épaisse et sans goût !

1. Au sujet du Tchad, vous bêlez comme tant d'autres. A la rigueur, on peut souligner une dépense militaire scandaleuse en regard des finances nationales dont les salariés sont toujours les cotisants « taillables » à merci. Mais enquêtez et vous découvrirez que les salariés, y compris les plus contestataires, se foutent éperdument du Tchad.

2. L'éditorial sur les Accords de Moscou est intellectuel, il met à côté de la plaque. En quelques lignes, il suffisait de mettre en évidence que bureaucratie et technocratie règnent en U.R.S.S. comme aux U.S.A., comme en France et que partout ce véritable complot de carriéristes accapareurs s'efforce d'étouffer toutes les libertés, de réduire chaque individu à l'esclavage.

3. Les masses populaires se foutent absolument que Cuba et le Nord-Vietnam soutiennent Moscou. En vérité, votre article est fondamentalement anti-révolutionnaire. Tactiquement, les positions de La Havane et de Hanoi sur l'affaire de Prague sont de peu d'importance en regard des comportements stratégiques de Cuba vis-à-vis des U.S.A. et de l'Amérique Latine, de Hanoi vis-à-vis des U.S.A. et de l'Asie.

4. Au lieu de traiter du « cas Garaudy », il convenait de souligner, d'une part, que la tentative tchèque révolutionnaire était une expression gauchiste indiscutable ; d'autre part, que ce gauchisme à Prague était applaudi par tous ceux qui l'ont combattu, le combattent, le combattront, à Paris, Bonn, Rome, Washington, etc., communistes et droites.

5. Recommander de « Continuer Mai », c'est très bien. Mais combien ce serait mieux : a) de provoquer des rencontres et des discussions ; b) de formuler un programme en quelques points ; c) de mettre en garde en quelques points contre les évidences essentielles de non-changement et les truquages en cours ; d) d'inciter les étudiants à entrer de facto **dans la vie ouvrière.**

6. « La révolte étudiante gagne l'Amérique Latine » est le type même d'article superflu. Personne n'ignore plus ce qui s'est passé à Mexico, Brasilia, Bogota, etc. L'article n'apporte absolument rien de nouveau.

7. Bogota a été nettoyé pour la réception du Pape. Et alors ? Quelle action pourrions-nous avoir en Colombie ? Psychologiquement, cette correspondance peut nous scandaliser, nous exaspérer même. Et puis après ?

8. Le Guatemala... oui, le Guatemala... c'est si loin, si petit, et combien de salariés français sont disposés à s'y intéresser, même d'un point de vue révolutionnaire ? Leurs problèmes municipaux, départementaux, régionaux les captivent autrement que les événements de l'Amérique Centrale.

9. La page la plus intéressante est, de fort loin, la page 7. La page 6 aurait dû être de même nature. Ces deux pages devaient être entièrement consacrées à la rentrée dans les usines. Les choses ont été mal chez Citroën et le climat n'est pas des meilleurs à Sochaux chez Peugeot. Et le chômage ? Et les salaires féminins ? Et les emplois pour les jeunes ? Etc.

10. Quel « bla-bla-bla » sur la Convention du parti démocrate ! Alors qu'il y a tant à apprendre aux Français sur les contestations aux U.S.A., non seulement de la part des jeunes mais aussi des pauvres et dans les syndicats.

Votre expérience ne peut aller très loin si « Lutte Ouvrière » reste d'une telle « pâleur ». Vous ne pouvez intéresser les ouvriers et les étudiants peuvent être mieux instruits des problèmes extérieurs par d'autres publications. L'important immédiat et fondamental est d'éduquer les Français sur leurs problèmes et cela le plus brièvement et le plus clairement possible.

En espérant que ces critiques ne vous auront pas trop contrariés, je vous adresse mon salut amical et vous souhaite continuation et réussite.

G.B., Maisons-Alfort.

Inutile de préciser, n'est-ce pas, que la rédaction de L.O. a beaucoup apprécié que l'on reconnaisse son désintéressement même si c'est parce qu'on la juge malhabile. Et puis, n'est-ce pas, c'est toujours réconfortant de trouver au moins un lecteur qui a lu le journal jusqu'au bout.

Eh oui, nous sommes des « amateurs ».

La bourgeoisie, elle, ne manque pas de professionnels adroits et avertis, compétents qui plus est.

Les révolutionnaires n'ont à gâcher que de l'enthousiasme. Ils ont un monde à vaincre, et tout à apprendre. Ils ne demandent pas mieux que le faire, car s'ils ne le font pas, eux, qui le fera ? qui le fera honnêtement, s'entend.

C'est pourquoi les critiques ne nous contrarient pas : surtout lorsqu'elles montrent qu'on porte de l'intérêt à notre entreprise.

Nous dirons seulement à notre correspondant qu'il préjuge peut-être un peu rapidement de ce qui intéresse ou pas les « salariés ». Si la page consacrée aux entreprises a trouvé grâce à ses yeux c'est peut-être parce que c'est ce qu'il connaissait le moins. Les travailleurs connaissent bien, eux, leur exploitation et n'aiment guère à en parler. Par ailleurs, écrire présente pour eux bien des difficultés et augmenter leur participation directe à notre journal n'est pas chose facile : nous sommes tous, à L.O. des «amateurs».

le Talion

APRES deux jours d'audience, la cour d'assise de l'Aisne a condamné à mort Jean Olivier, accusé d'avoir tué deux enfants, le frère et la sœur, respectivement âgés de dix et onze ans.

C'est presque en des termes de commentaires sportifs que « Le Figaro » de samedi rapportait la nouvelle : « Le solide réquisitoire du procureur Vignaud, sans faille, avait fermé les dernières issues ».

Pensez donc, le magistrat tenait un argument irréfutable, puisque les experts appelés à la barre avaient déclaré unanimement que l'accusé était exempt de troubles mentaux et pleinement responsable.

Ainsi donc, pour messieurs les experts comme pour les magistrats, la tentation d'étrangler les petits garçons et de violer les petites filles n'est pas incompatible avec le qualificatif de « normal », et c'est la seule vertu morale ou la peur du gendarme qui permettrait à la grande majorité des hommes de n'y pas succomber. On frémit en songeant aux sombres pensées qui doivent agiter ces têtes respectables !

La semaine dernière, les journaux consacraient une large place au drame de cette femme qui avait empoisonné ses deux enfants « pour ne pas qu'ils connaissent les horreurs de la vie », et là aussi, chacun s'interrogeait gravement pour savoir si elle était normale ou pas, responsable ou pas.

Ironie du sort, « Le Figaro » de samedi rapportant les débats du congrès de criminologie de Montpellier, titrait, juste à côté de l'article consacré au verdict de Laon : « La justice sortira-t-elle un jour de la préhistoire ?»

(Photo U.P.I.)

Bercot, P.D.G. de Citroën

L'ASSOCIATION CITROEN-FIAT

DEPUIS déjà pas mal de temps le bruit circule que « ça va mal chez Citroën ». Il y a quelques années Simca était en perte de vitesse. Elle a dû son salut à une alliance avec Chysler. Renault et Peugeot ont dû s'allier pour atteindre la dimension européenne. Il est bien évident que Citroën aussi doit rechercher la concentration, car une entreprise de cette dimension, même soutenue par Michelin ne peut rester isolée.

Le P.D.G. de Fiat Italie déclarait récemment que dans l'avenir il n'y aurait de place que pour trois grands constructeurs européens Volkswagen-Mercédes, Renault-Peugeot et Fiat-Citroën. Bien sûr, avant d'en arriver là, il y aura encore de nombreuses tractations entre les businessmen de l'automobile. Peut-être les regroupements seront-ils différents de ceux prévus.

En ce qui concerne l'alliance Citroën-Fiat le gouvernement français est réticent. On a beau être européen on n'en est pas moins soucieux de garantir les intérêts nationaux, n'est-ce pas !

Le gouvernement qui défend les intérêts des capitalistes français se doit d'avoir un contrôle sur la pénétration des capitaux étrangers. Mais à ce niveau il n'est pas toujours en mesure d'imposer ses solutions. La preuve c'est qu'il n'a rien pu faire quand Simca est passé sous le contrôle des capitaux américains de Chrysler.

La preuve, surtout, c'est que l'accord en question serait déjà signé depuis 8 jours, du moins si l'on croit une dépêche de l'Agence Reuter. La presse peut bien discuter gravement si le gouvernement a les moyens ou pas de l'empêcher !

Si cela n'est pas, il est probable que le gouvernement fera des pressions pour que les capitaux Citroën ne passent pas sans garanties sous le contrôle de Fiat mais, en dernier ressort, ce sont les dirigeants de chez Citroën qui décideront s'ils préfèrent les subventions du gouvernement français ou l'aide des capitaux Fiat. Il n'est même pas exclu que les pourparlers Citroën-Fiat servent de chantage à Citroën pour exiger davantage de subventions de l'Etat. Mais il est fort probable que si des arrangements de cette sorte ont lieu, non seulement le contribuable ne sera pas consulté mais même pas informé. Quoi qu'il en soit les travailleurs qui travaillent chez Citroën sont inquiets. A juste titre. Car on sait que tous les regroupements se font souvent au détriment d'une partie du personnel. La C.G.T. réclame, pour régler ce problème, la nationalisation de Citroën.

Les travailleurs ne sont pas contre la nationalisation de Citroën. Non pas parce qu'ils veulent défendre l'industrie « française » mais parce que la prise en charge d'une industrie par l'Etat, en dépossédant des capitalistes privés facilite une évolution future vers des voies socialistes.

Mais dans l'état actuel des choses il est à peu près exclu que le gouvernement nationalise Citroën. Le ferait-il que cela ne résoudrait rien pour les travailleurs.

Car pour que la gestion de Citroën se fasse en respectant les intérêts des travailleurs il faudrait que l'Etat soit dans les mains des travailleurs. C'est loin d'être le cas. La lutte pour la nationalisation ne ferait qu'orienter le combat des travailleurs de chez Citroën vers une impasse. C'est pour la garantie de leur emploi et de leur salaire quel que soit leur patron que les travailleurs de chez Citroën doivent lutter, avec l'appui de tous les autres travailleurs.

A MAVILOR (Loire)

DES ELECTIONS PAS COMME LES AUTRES

A Mavilor, les élections de délégués du personnel et du Comité d'Etablissement se sont déroulées de façon troublée cette année.

LES ANTECEDENTS : DES DELEGUES LICENCIES

Pour le comprendre, il faut remonter loin en arrière.

Il y a deux ans, les ouvriers de Mavilor s'étaient mis en grève illimitée pour protester contre l'augmentation des cadences.

Au bout de trois semaines, les syndicats leur ont fait reprendre le travail sans qu'il aient rien obtenu. Quelques jours plus tard, la direction, forte de sa victoire, et peu reconnaissante envers les artisans de la reprise du travail, accentuait les cadences, resserrait la discipline et licenciait trois délégués : deux C.G.T. et un C.F.D.T.

UNE DIRECTION DE COMBAT

Ceux-ci n'ont pas accepté la sanction. Ils ont attaqué la direction en Prud'homme et ont eu gain de cause. La direction a toujours refusé de les réintégrer dans l'usine. Elle a fait appel sur appel en attendant un jugement plus favorable. Evidemment, pour ne pas être en défaut avec la loi, elle continuait à payer un salaire tous les mois aux délégués, mais elle leur refusait l'accès de l'usine. Il n'y a que pendant les dernières grèves qu'ils ont pu revenir parmi leurs camarades.

LA SOLIDARITE OUVRIERE

Lors du licenciement, les ouvriers étaient prêts à se remettre en lutte. Mais les syndicats les en ont empêché pretextant que tout s'arrangerait. Et ils ont persévéré à défendre leurs camarades devant les différents tribunaux. Tant que le licenciement n'était pas autorisé les syndicats reportaient chaque année la candidature des licenciés en tête de chaque liste de délégués du personnel. Puisque, comme chacun le sait, il est plus difficile de licencier un délégué. Et chaque année, les déléguées licenciés étaient réélus. C'est ainsi que se déroulaient les élections jusqu'à présent.

LES RAISONS DU CHANGEMENT

Or, il y a quelques mois, les tribunaux ont fini par donner gain de cause à la direction. Elle a immédiatement cessé de payer les délégués, légalement considérés comme licenciés. Et, lorsque les syndicats ont dernièrement présenté leur liste habituelle de candidats aux élections, la direction a refusé qu'ils y figurent.

LE DEROULEMENT DU VOTE

Dans ces conditions, les syndicats ont retiré leur liste et appelé au boycott. Le quorum n'ayant été atteint, de ce fait, la direction a organisé un second tour.

Cette fois, 18 ouvriers sont allés voter, sur 700 inscrits. Huit d'entre eux ont mis des bulletins blancs. Parmi les dix autres, on a retrouvé des bulletins fantaisistes. Ainsi, la seule femme qu'il y ait à l'usine, bien que non candidate, a été élue avec deux voix.

Pour l'instant, ni le syndicat, ni le Comité d'Etablissement ne peuvent fonctionner dans ces conditions. A nouveau, direction et syndicats sont en procès, et l'on attend les conclusions du tribunal.

Les syndicats ont eu raison, face à l'intransigeance de la direction, de boycotter les élections et on doit se réjouir que les ouvriers aient respecté la consigne dans leur quasi-unanimité. Mais on constate que la voie légale n'est pas une bonne solution et si les syndicats avaient au début, quand les travailleurs étaient dans l'action, maintenu fermement les positions nous n'en serions pas là. Seule la lutte paie.

Au Crédit-Lyonnais

En acceptant la gestion de la cantine les syndicats s'intègrent un peu plus

A partir du 1er octobre, la cantine du Crédit Lyonnais sera gérée par le Comité d'Etablissement.

Depuis longtemps la direction cherchait à s'en débarrasser. Déjà pour l'annexe de Levallois, elle avait passé contrat avec un traiteur extérieur qui fournit et livre chaque jour le millier de repas du personnel de Levallois.

En septembre 1968, la direction annonça au Comité d'Etablissement qu'elle confierait également les 6000 ou 7000 repas des employés du Siège au même traiteur.

Ce fut un tollé général de la part des syndicats :

1° — les repas du traiteur sont mauvais.

2° — Cela va entraîner le licenciement du personnel du réfectoire, soit 150 personnes.

La direction leur posa alors l'ultimatum : ou nous passons contrat avec les Maisons Extérieures ou le Comité d'Etablissement gérera la cantine mais nous n'en voulons plus.

Finalement le C.E. vota unanimement la gestion de la cantine.

Les militants syndicaux se sont laissés enfermer dans le choix de la Direction.

Demain le mécontentement du personnel se tournera contre les délégués, lorsqu'ils devront expliquer pourquoi le prix des repas augmente, pourquoi les portions diminuent, pourquoi on doit faire la queue avant d'être servi, etc. etc.

Cette décision n'a pas été sans soulever de nombreux problèmes parmi les syndiqués, en particulier à la CFDT où la plupart des militants se rendaient compte de la fausse situation dans laquelle ils allaient se trouver demain, lorsque le Comité d'Etablissement serait peut-être contraint de licencier lui-même du personnel !

Le tract que la CFDT publia début septembre réflétait cet état d'esprit et se terminait en réclamant la compréhension du personnel pour les apprentis-gestionnaires que les militants allaient devenir !

Si finalement le Conseil syndical CFDT se prononça « pour la gestion », c'est parce qu'à la CGT on se prononçait nettement « pour » et que déjà même on proposait la candidature de « son » gérant !

Les militants CFDT les plus conscients cédèrent finalement aux motivations de la « concurrence syndicale » pour accepter la gestion.

Pourtant en mai et juin, les militants CFDT n'avaient pas hésité dans de nombreuses entreprises à être en désaccord avec la CGT (et même avec leur propre confédération) pour rester du côté des travailleurs les plus combattifs. Cela leur a valu d'être traités de « gauchistes » ce qui, somme-toute, valait beaucoup mieux que de mériter comme aujourd'hui le titre de « marchands de soupe ».

Dans les Comités d'Etablissement — où les syndicats jouent uniquement un rôle dans la gestion des « œuvres sociales » — certaines activités vont plus que d'autres dans le sens des intérêts des travailleurs. C'est ainsi que le Ciné-Club du Crédit Lyonnais par exemple, est beaucoup mieux entre les mains des délégués syndicaux, qu'entre celles du représentant de la Direction au C.E.

Il n'en est pas de même pour la cantine.

Car si les grandes entreprises ont une cantine c'est qu'en fait elles y sont obligées si elles veulent maintenir leur personnel sur place le plus longtemps possible, avec une coupure réduite pour le repas. Sans les syndicats, les patrons organiseraient quand même des cantines et ce qui guide les syndicats quand ils en revendiquent la gestion ce sont leurs intérêts de « boutiques » concurrentes, cherchant à s'intégrer au système existant, plaçant « leurs » représentants aux postes les plus susceptibles de leur offrir une « place » dans le cadre de la société capitaliste, en prétendant que les militants feront mieux qu'un personnel appointé, comme si la qualité des repas n'était pas fonction surtout du budget.

Ce n'est pourtant pas le rôle des délégués de jouer les marchands de soupe — alors que les militants sont en nombre insuffisant dans les entreprises. La vraie raison pour les syndicats d'accepter de prendre en charge les cantines — en général d'ailleurs ils les réclament aux patrons — est pour chaque centrale de pouvoir placer « ses » gérants, qui sont des permanents syndicaux, lesquels gérants achèteront leurs produits par l'intermédiaire de coopératives créant elles-mêmes autant de réseaux qui lient les syndicats à la société capitaliste.

Les patrons y gagnent sur tous les tableaux :

— cela diminue le nombre de militants dans les bureaux ou les ateliers

— ils se débarassent d'une gestion toujours déficitaire

— le mécontentement des travailleurs se porte contre les syndicats

— les syndicats deviennent de moins en moins des organes de la lutte de classes.

Bien sûr, les militants syndicaux ne s'en « mettent pas plein les poches » comme une démagogie facile pourrait le faire croire mais, par l'intermédiaire des Comités d'Entreprise et en particulier de la gestion des cantines, les confédérations syndicales ne cessent de s'intégrer de plus en plus à la société capitaliste, tout cela indépendamment de l'honnêteté des militants syndicaux des entreprises.

Quand Grimaud s'en va-t-en guerre

COMME chaque année à la rentrée, le préfet de police, présentement sieur Grimaud, s'est penché sur l'éternel problème de la circulation dans Paris, et a rendu public le résultat de ses élucubrations.

Le préfet veut faciliter la circulation des autobus — louable intention — et les couloirs de circulation réservés aux bus vont être étendus de 6,5 km actuellement à 15,5 km au début 69 ; il est persuadé que la circulation plus rapide des bus sur les quelques lignes concernées suscitera un regain d'intérêt pour ce mode de transport (dont la vitesse n'atteignait récemment que 10 km-h en moyenne !).

Mais pour faciliter la circulation des voitures, Grimaud part en guerre contre le stationnement dont l'interdiction va continuer à s'étendre : tout d'abord, il a préconisé que le taux des contraventions passe de 10 F à 25 F, les automobilistes ayant, selon lui, pris leur parti de débourser 10 F de temps en temps, alors que 25 F, cela les ferait réfléchir un peu plus ; (finalement les autorités ont transigé à 15 F). En compensation, l'inénarrable Grimaud voulait faire un petit cadeau aux contrevenants : il trouve mesquin et abusif de leur faire payer en plus les 25 centimes du timbre-poste nécessaire pour envoyer la carte-lettre contravention. Cet homme est trop bon, on vous le dit !..

Par contre, il trouve que la zone bleue serait plus « rentable » avec 800 contractuels, au lieu de 400 actuellement. Très original, ça.

L'un des produits de son imagination troublée consiste en une innovation qui serait savoureuse... si elle n'était si coûteuse :

— on va créer des « mini-fourrières » dans tous les coins de Paris (sous le métro aérien, dans certains parkings et garages !) afin dit-il « de rapprocher la fourrière du lieu du délit ». Des esprits normaux auraient plutôt penser à utiliser ces places disponibles comme mini-parkings ; pas lui.

Enfin, on va redonner de vigoureux coups de Sabots (de Denver).

Et ce n'est qu'un début...

En effet, cet esprit malin a des « solutions » au manque de places de stationnement : 14 terre-plein et contre-allées (3.300 places) risquent d'ores et déjà de devenir des parcs gardés... et payants, en attendant la généralisation du stationnement payant.

Le fin du fin des innovations du sieur Grimaud étant l'institution d'une taxe nocturne, le stationnement nocturne sur la voie publique étant comme chacun sait, abusif et intolérable. Cette taxe serait progressive, afin d'inciter les Parisiens à utiliser boxes et garages (s'il y en a...) puisque de toutes façons ils paieraient le même prix en laissant leur voiture coucher dehors.

Notre héros est d'ailleurs plein d'illusions. Il voudrait que toutes les recettes provenant des amendes, du stationnement payant et de la taxe nocturne tombent dans une caisse qui servirait à financer un vaste programme de garages.

Au reporter d'Europe 1 qui lui demandait s'il ne craignait pas que le ministère des Finances mette la main sur cette caisse (comme sur le produit de la vignette depuis 1956), il répondit candidement : « il y aura sûrement des problèmes de ce côté-là, mais je demande aux automobilistes de jouer le jeu... et d'y croire. » C'est sans doute une des formes de la participation !

En définitive, toutes les astuces de Grimaud ne résoudront rien, si ce n'est qu'elles lui permettront de ramasser encore un peu d'argent en pressurant toujours plus cette vache à lait qu'est l'automobiliste.

Quant aux seules mesures qui pourraient « dissuader » nombre de Parisiens et de banlieusards de prendre leur voiture pour venir dans Paris (puisqu'il n'y a pas de place pour tous et qu'on ne peut tout de même pas détruire Paris pour faire rouler les voitures), à savoir :

— parkings géants — et gratuits —au portes de Paris,

— métros et bus confortables, spacieux, rapides, nombreux, et... moins chers,

Grimaud-le-petit-malin n'en a pas dit mot.

Des "liaisons" contre nature

LES journalistes qui ont assisté aux manifestations étudiantes de mai et juin ont-ils été victimes d'une série d'hallucinations collectives ? Les participants à ces mêmes manifestations ont-ils blessé volontairement plus d'un millier d'entre eux au cours d'une crise collective de « délirium tremens » ?

C'est ce que pourrait croire tout lecteur sain d'esprit en lisant le courrier des lecteurs du dernier numéro de « Liaisons », revue mensuelle d'information (sic) et de relations publiques de la Préfecture de police.

Ce numéro 151 est entièrement consacré aux événements de mai-juin dernier et à l'attitude « admirable » de la police durant cette période.

« Sang-froid, patience, endurance, tact, habileté, pondération, discipline et calme » sont quelques uns des qualificatifs dont se servent, pour qualifier l'attitude des flics, quelques lecteurs « objectifs » de cette revue qui ont, parait-il, assisté de très près à ces manifestations.

Les brutalités policières n'étaient donc qu'un canular : les 1 500 manifestants blessés, les morts de Flins et de Sochaux (un lycéen et deux travailleurs) et les étudiantes violées sont là pour l'attester.

Voici quelques types de lecteurs moyens de « Liaisons » vu au travers de leurs lettres.

LE BON FRANÇAIS

Paris 5e
le 12 mai :

« J'ai refusé de signer une pé-
« tition "contre la répression"
« que se propose de vous adres-
« ser un *citoyen ...anglais.* »

LE MOUCHARD

Mme J.-G.... à Paris 5e
le 13 mai 1968

« Au cours des nuits du 11 au
« 12 et du 12 au 13 mai 1968, j'ai,
« de ma fenêtre, remarqué que plu-
« sieurs jeunes gens se trouvant
« dans l'immeuble *sis... rue Mon-*
« *ge...*, se rassemblaient aux fe-
« nêtres situées *au 4e étage, der-*
« *rière un store rouge, et au 6e*
« *étage (2e fenêtre et lucarne).*
« Ces jeunes gens lançaient
« par ces fenêtres des projectiles
« sur le service de police qui
« passait. Les jeunes gens se
« trouvaient en retrait des fe-
« nêtres. »

LE MASOCHISTE

De M. E.-F.... à Paris-5e
le 15 mai 1968

« Témoin des événements qui
« se sont déroulés sous mes fe-
« nêtres, dans la nuit du 10 au
« 11 mai, je tiens à rendre hom-
« mage aux forces de l'ordre qui
« n'ont fait preuve d'aucune vio-
« lence excessive. La rapidité et
« l'efficacité de leur intervention
« lorsqu'ils ont reçu l'ordre de
« dégager le quartier ont sûre-
« ment évité un grand mal.
« J'ignore ce qui a pu se passer
« dans d'autres quartiers, je dé-
« sire seulement apporter témoi-
« gnage pour ce cas du quartier
« latin. *Je souhaite seulement*
« *que toutes les répressions po-*
« *licières qui seront dirigées*
« *contre des Français ne soient*
« *pas plus sévères que celles-*
« *ci.* »

L'ESTHETE

De M. D... à Paris-5e
le 30 mai 1968

« Habitant à l'angle du boule-
« vard Saint-Michel et de la rue
« Soufflot, j'étais aux premières
« loges pour suivre les malheu-
« reux événements de ces der-
« niers jours, au cours desquels
« j'ai eu *la plus profonde admi-*
« *ration* pour le sang froid, la pa-
« tience et l'endurance des for-
« ces de l'ordre, gardiens de la
« paix et C.R.S. »

LE MEME MAIS NOURRI DE CULTURE CLASSIQUE

De M. S.-N.... à Paris-2e
le 1er juin 1968

« Personnellement dans la nuit
« du 24 mai, à l'angle du boule-
« vard de Sébastopol et de la rue
« Réaumur, *j'ai pu apprécier*, du
« haut de mon balcon, la disci-
« pline, l'extrême patience (de la
« police), je dirai même *son*
« *stoïcisme* devant les assauts
« d'une jeunesse déchainée. »

LE PINCE SANS RIRE PERSPICACE

De M. A.-S.-V.... à Paris-16e
le 14 juin 1968

« Vos équipes et vos gardiens
« ont pris l'habitude lors des der-
« nières semaines de recevoir
« des pavés ou des cocktails Mo-
« lotov. *Je crains qu'ils ne pren-*
« *nent jamais l'habitude de rece-*
« *voir certains témoignages d'ad-*
« *miration et de reconnaissance.* »

"les gauches-dillots"

Le projet « d'aide à l'investissement » présenté par le gouvernement vient d'être adopté à une très large majorité par l'Assemblée Nationale. Vote sans surprise, mais non sans enseignement.

Ainsi donc, une fois encore — la loi votée s'inspire d'une loi similaire votée en 1966 — les capitalistes vont bénéficier d'importantes exonérations fiscales : plus de 3 milliards de Francs que le gouvernement laisse obligemment dans l'escarcelle des patrons.

Comme toujours, en semblables circonstances, on invoque les motifs les plus nobles; le gouvernement et la majorité parlementaire se plaisent à répéter qu'ils veulent le bonheur de tous, et que ce bonheur réclame l'expansion. Et, pour ce faire, ils n'hésitent pas à intervenir dans les affaires du patronat. Celui-ci se montre-t-il réticent à investir ? Qu'à cela ne tienne, on va l'inciter à le faire. Mais pas par la manière forte.

Contre les grévistes qui, irresponsables, le gouvernement vous le dira, compromettent « notre » expansion, on envoie les C.R.S. Contre les patrons qui rechignent, foin de ces méthodes brutales qui feraient fuir les capitaux. Les capitalistes méritent plus d'égards du pouvoir. Puisque la seule incitation à laquelle ils réagissent est l'appat du profit, permettons leur d'accroitre leurs profits !

Qui s'étonnera que le gouvernement favorise ainsi les capitalistes ?

Certains seront peut-être plus surpris, ou feindront de l'être, de voir se mêler, à l'occasion de ce vote, les voix des députés de la F.G.D.S., à celles des godillots U.D.R. Ainsi aurait-il suffit du temps d'une élection, pour que nos fringants députés de la « gauche démocratique », se convertissent en défenseur du capital ?

Ces « opposants » plein de vaillance, se sentent pris d'une soudaine faiblesse lorsqu'il s'agit des profits capitalistes. Il est vrai, qu'en leur temps, les Mitterand, Guy Mollet, ou Félix Gaillard, ont bien mérité du patronat, lorsqu'ils étaient ministre de la IVe et pour certains, de la Ve République. Sous les mêmes vocables : « expansion », « intérêt national » etc... ils défendaient le profit. Et leur vote de la semaine dernière n'exprime pas tant la nostalgie pour une époque qu'ils n'espèrent pas révolue, il exprime une option fondamentale de cette fameuse « gauche ». Un vote, une option qui éclaire singulièrement sur « le programme commun de la gauche » que l'on présentait comme le remède à tous nos maux.

Un syndicaliste de choc

CHACUN connaît le différent qui oppose la Confédération des Syndicats Médicaux Français au gouvernement à propos du relèvement des honoraires médicaux.

Le pouvoir gaulliste qui a laissé les industriels libres d'augmenter leurs prix, qui a lui-même orchestré toute une série de hausses est bien mal placé pour refuser aux médecins une réévalutation de leurs honoraires

Mais il a trouvé des alliés. Et l'on a pu ainsi entendre le mardi 24 septembre, sur les antennes d'Europe no 1, M. Bergeron, secrétaire confédéral de Force Ouvrière, partir en guerre au nom des intérêts des travailleurs, bien sûr, contre cette revendication des médecins.

Nous ne connaissions pas à M. Bergeron ce radicalisme et cette intransigeance. Mais il est vrai qu'il est beaucoup plus discret lorsqu'il s'agit du grand patronat ou du gouvernement, et qu'il sait alors faire preuve de beaucoup plus de souplesse d'échine.

Car enfin, s'il est évident qu'un éventuel relèvement des honoraires médicaux grèverait encore un peu plus le budget des travailleurs, le but du syndicalisme n'est nullement le lutte de classes entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, qu'il s'agisse des médecins ou d'autres, dans le sacro-saint respect des bénéfices patronaux.

Nous ne verserons pas de larmes sur la misère des médecins, et les arguments qu'ils mettent en avant sur le paiement de leur qualification ne nous touchent que très modérément.

Mais tant que l'exercice de la médecine restera ce qu'il est, une « profession libérale », refuser aux médecins la possibilité d'augmenter leurs revenus en fonction du coût de la vie, c'est de fait les amener à rechercher d'autres compensations et donc à offrir aux travailleurs des soins de moindre qualité.

La tâche d'un syndicat, c'est d'organiser les travailleurs, et leurs luttes, afin d'arracher au patronat des salaires qui leur permettent de vivre décemment quel que soit le coût de la vie, et non pas de chercher à rogner les bénéfices de l'épicier ou du médecin.

La tâche d'un syndicat, ce pourrait être aussi de revendiquer le droit à la santé pour tous, c'est-à-dire la gratuité des soins et la prise en charge par l'Etat du budget de la santé publique. Cela, ce ne serait pas de la « charité », mais la simple reconnaissance d'un droit élémentaire.

Mais la tâche d'un syndicat ce n'est en aucun cas de jouer, sous l'apparence démagogique de la défense des travailleurs, l'avocat de la bourgeoisie et de son pouvoir d'Etat.

Car nous sommes sûrs que ce qui attriste le plus M. Bergeron, ce n'est pas une éventuelle augmentation du ticket modérateur, c'est-à-dire ce qui est payé par les assurés, mais bien plutôt l'augmentation des charges incombant aux caisses de Sécurité Sociale, charges que ces caisses pourraient d'ailleurs largement supporter si l'Etat n'y puisait sans vergogne par de multiples biais.

Les réformistes de tout poil invoquent souvent la nécessité de ne pas « effaroucher » les classes moyennes pour empêcher les masses de s'engager sur des voies révolutionnaires. Mais ils n'hésitent pas pour autant à se livrer à une démagogie anti-petite-bourgeoise pour ne pas avoir à affronter les classes dominantes et leur pouvoir.

le grand combat d'Edgar Faure contre l'UDR

ON n'y croyait pas. On le découvre. Les parlementaires de la majorité ont au moins une qualité : ils sont tenaces. « Des entêtés » dirait le général s'il prenait la peine de se soucier d'eux.

L'expérience faite au cours de leurs récentes journées d'études à La Baule ne leur aurait-elle rien appris ? L'essai pour contester le projet de réforme de l'enseignement supérieur qu'ils avaient alors tenté avait pourtant reçu l'accueil que mérite une telle outrecuidance ! Si nos députés UDR avaient pu croire quelques heures qu'ils auraient leur mot à dire sur cette question, théoriquement de leur ressort, ils auraient dû se rendre à l'évidence. A peine leur rêve exprimé, il avait été douché par Pompidou, piétiné par Edgar Faure, anéanti enfin par de Gaulle lui-même qui signifia au cours de sa conférence de presse, sans un mot pour la ridicule tentative de ses parlementaires, que son ministre était bien son porte-parole.

Le croiriez-vous ? Ils récidivent au sein de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale.

Celle-ci a, il est vrai, à sa tête une autorité en matière d'éducation nationale. M. Alain Peyrefitte lui-même en est le président. L'UDR a vraiment l'art d'utiliser les compétences. Que pourrait-on faire d'autre en effet de l'homme qui, ministre de l'éducation nationale en mai, vit le feu prendre à l'université, fit appel à la police pour résoudre la crise, et après être allé de maladresses grossières en erreurs criminelles, dû remettre sa démission exigée par tous les étudiants ?

M. Peyrefitte et sa commission se montreraient paraît-il, franchement exécrables envers ce pauvre Edgar Faure. Ils coupent, taillent, redressent, amendent le projet. Au point que le temps qui leur était imparti pour l'examiner ne suffisant pas, ils ont demandé le report de la date de son examen par l'Assemblée. On se demande ce qui va sortir de là ?

A vrai dire peut-être pas grand chose, les parlementaires nous ayant souvent habitués à faire beaucoup de bruit pour de bien minces résultats.

Et puis si, par stupide vanité, nos députés UDR avaient réellement entrepris, comme ils le prétendent, de modifier le projet du gouvernement, celui-ci a toujours la ressource de faire appel au vote bloqué. C'est-à-dire de demander à l'Assemblée de se prononcer sur le projet initial sans tenir compte des amendements de la commission. On imagine mal les députés UDR déclenchant une crise ministérielle en mettant en minorité le gouvernement sur cette question. Et sans doute verrait-on alors les membres de la commission voter un projet qu'ils auraient jugé irrecevable la veille.

Les parlementaires UDR n'ont vraiment pas de chance. En journées d'étude ou en commissions leurs travaux ne servent à rien.

Si fait pourtant. A dédouaner Edgar Faure qui apparaîtrait presque maintenant comme l'ange progressiste guerroyant sur tous les fronts, de La Baule à la buvette du Palais Bourbon, contre les démons réactionnaires, y compris ceux de la majorité. « Voyez sussure-t-il aux étudiants, si je me donne du mal pour vous. Alors, soyez chics, voyons, faites-moi confiance. »

A vrai dire les étudiants, qui ne se soucient, pas plus que de Gaulle, du Parlement — mais l'exemple vient du haut — montrent qu'ils ont bien conscience d'une chose, à savoir que la réforme aura finalement le contenu qu'ils y mettront eux. Quel texte pèsera lourd contre la volonté de milliers d'entre eux ? Lequel les empêchera de prendre les libertés qu'ils revendiqueront ?

Et ils ont bien raison.

LA LUTTE DES ÉTUDIANTS DANS LE MONDE

(Photo A.F.P.)

Cohn-Bendit peu avant son arrestation à Francfort.

Solidarité avec Cohn-Bendit et les étudiants Allemands

Daniel Cohn-Bendit vient d'être condamné à 8 mois de prison avec sursis par la justice allemande.

Arrêté à la suite d'une manifestation organisée par la S.D.S., à l'occasion de la présence de Senghor, président du Sénégal et matraqueur d'étudiants dans son pays, il n'a pas fallu longtemps aux tribunaux pour rendre leur verdict. Une hâte qui traduit bien la peur des bourgeois par-delà les frontières. Expulsé de France comme étranger, condamné en Allemagne, Cohn-Bendit symbolise le combat des étudiants pour la liberté, combat qui se poursuit en Allemagne comme en France.

Les manifestations d'étudiants à Mexico

(Photo A.F.P.)

Sur l'esplanade centrale de la Cité Universitaire de Mexico, les étudiants arrêtés ont dû s'étendre sur le sol en attendant leur tour de monter dans les fourgons cellulaires.

la réforme de l'enseignement

Edgar Faure rassure les chefs d'Établissements

A la veille de la rentrée scolaire, Edgar Faure réunissait tous les chefs d'établissements de l'Académie de Paris, au Pavillon International de la Cité Universitaire, pour s'expliquer auprès d'eux sur la réforme, de l'enseignement qui inquiétait certains censeurs comme celui de Louis Le Grand.

Edgar Faure tint un langage des plus réconfortants pour ceux qui craignaient pour leur autorité de chef. Il réaffirmait que, dans l'enseignement, le « chef » était toujours nécessaire, qu'il était toujours indispensable, au centre de tout et qu'il y resterait : « Messieurs, ne cessez pas d'être des chefs ».

Certes, il admettait que la conception du chef était peut-être à revoir et pour cela les chefs d'établissements trouveraient toujours de bons conseils auprès du ministère.

Quant à la réforme qui inquiétait tant nos bons directeurs, Edgar Faure ne pouvait guère donner de renseignements techniques précis quant à ses applications dans le détail et conseillait pour cela de s'adresser à son fidèle recteur Gauthier, (qui demeure alors que les ministres passent).

Il venait dans cette assemblée surtout pour demander aux cadres de l'enseignement de soutenir le « Ministre de l'Education qui sans eux, ne pouvait rien et, lancer à son tour, l'original « j'ai besoin de vous ».

Sur la participation, les chefs d'établissement pouvaient se rassurer, elle n'était qu'un jeu, la modernisation devant se faire avec les enseignants et non contre les enseignants et les directions.

Il enchaînait sur le désir de voir de la souplesse de la part de tout le monde : pas de cadres rigides à la réforme, pas de jugement unique sur des situations différentes ; en un mot, moderniser la pédagogie.

Le ministre terminait sa conférence sur le thème de la culture qui n'est pas réservée à l'élite, qui doit être donnée à tous, comme l'exige la démocratie.

Dans cette séance pleine d'originalité, d'amabilité et de sensibilité il devait y avoir cependant quelques fausses notes. C'est ainsi qu'une directrice se levait et prenant la parole commençait par se présenter : Mme X directrice de C.E.G...

« Mais Madame, vous êtes là par erreur... lui fut-il répondu ».

Le ministre « a besoin de tous »... à condition qu'ils restent à leur place.

QUARTIER LATIN :

Manifestation de solidarité avec les étudiants mexicains

MERCREDI 28 septembre à 18 h. s'est tenu dans la cour de la Sorbonne un meeting à l'appel des Comités d'Action de la Sorbonne. Il s'agissait d'unifier le mouvement et les luttes étudiantes et de donner un contenu aux mots « Libertés politiques et syndicales à l'Université ».

Si ce meeting n'était pas le premier en date (le premier était celui du Mouvement d'Action Universitaire le jour de la réouverture de la Sorbonne), il avait surtout valeur de symbole, et l'était malgré tout par son contenu. Cette fois, plus de mille étudiants étaient présents pour débattre de leurs problèmes. Le meeting faisait suite à l'entrevue accordée aux étudiants par Las Vergnas, le doyen de la Sorbonne, le matin même.

L'entrevue fut négative comme on pouvait le prévoir puisque Las Vergnas n'a accordé que les bien vagues « libertés politiques et syndicales » et refusé tous les autres points (dont le contrôle étudiant sur les examens) alléguant le fait que les prises de position étaient divisées aussi bien chez les professeurs que chez les étudiants.

Mais, comme tous l'espéraient, le meeting ne se termina pas là. Vers 19 h 30, le dernier orateur rappela brièvement les luttes étudiantes de par le monde, entre autres celle des étudiants mexicains et appela à une manifestation de solidarité sur le boulevard St-Michel.

Cet appel fut accueilli dans l'enthousiasme et l'on vit les étudiants sortir de la Sorbonne en chantant l'« Internationale ».

Immédiatement, le mot d'ordre fut lancé : « Vers le boulevard St-Michel » et c'est un cortège d'environ 2.000 étudiants groupés et organisés qui s'ébranla aussitôt.

Le quartier latin retentit à nouveau des cris des étudiants : « Rome - Berlin - Mexico - Paris », « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » alternèrent pendant environ vingt minutes avec « l'Internationale ».

Les étudiants redescendaient le bd St-Michel, bloquant la moitié de la chaussée, les passants regardaient, surpris mais pas hostiles, certains mêmes rejoignaient la manifestation. C'est au niveau du carrefour St-Michel - St-Germain que la manifestation fut bloquée par environ 300 agents de la police parisienne ; l'ordre de dispersion fut alors donné. Les flics remontèrent aussitôt vers les étudiants, en 3 groupes. A noter que les premiers avaient pour consigne de garder les mains dans leurs poches alors que les derniers avaient en mains le fameux bidule.

Il n'y eut pas d'affrontement. Obéissant aux directives transmises, les étudiants se dispersèrent vers 20 h. L'objet de la manifestation était atteint : comme leurs camarades de Stockholm, les étudiants parisiens venaient d'exprimer leur solidarité avec ceux qui, à des milliers de kilomètres et dans des conditions certainement plus difficiles, poursuivent le même combat.

D'autres manifestations sont prévues en faveur des étudiants mexicains dont une aura déjà eu lieu jeudi soir (devant l'ambassade du Mexique).

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6e

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

TCHECOSLOVAQUIE :

Les dirigeants russes dans l'impasse

DEPUIS près de quinze jours, le voyage que devaient effectuer les dirigeants tchèques à Moscou est continuellement repoussé, très probablement du fait du refus du Kremlin de recevoir une délégation dans les conditions actuelles. On ne voit, certes, guère quel intérêt les Russes auraient à recevoir une délégation composée de ceux qui, malgré leur capitulation à Moscou, sont restés les symboles de l'effort d'émancipation nationale tchèque. Une nouvelle « rencontre de Moscou » avec les mêmes protagonistes ne pourrait-être qu'un constat d'échec pour Brejnev et Cie.

Cet échec se constate et se confirme d'ailleurs jour après jour. Il est vrai que les dirigeants tchèques viennent de sacrifier quelques têtes encore aux exigeances soviétiques, en particulier en relevant de leurs fonctions Zdenek Hejzlar et Jiri Pelikan, respectivement directeurs de la Radio et de la Télévision. Mais ils continuent à se comporter en adversaires vaincus et contraints à des concessions et non point en alliés repentants. Alors même que le Kremlin réclame des épurations énergiques, Cernik déclare que personne ne pourra être inquiété en raison de ses opinions. Alors que la presse des autres Démocraties Populaires souligne que l'intervention a permis d'enrayer un processus contre-révolutionnaire, Dubcek déclare devant les mineurs de Moravska-Ostrava qu'il n'est pas question de revenir sur la politique pratiquée depuis janvier et « si quelqu'un l'a cru après les événements du 21 août, il se trompe profondément. » Malgré la censure — donc avec l'accord des autorités nationales — « Rude Pravo » continue à répliquer aux remontrances de la « Pravda ».

Six semaines après l'agression militaire les bureaucrates russes se trouvent devant les mêmes problèmes que durant les premiers jours. Tant que l'équipe de Dubcek reste au pouvoir, quelles que soient les concessions qu'elle puisse faire, le peuple tchèque gardera la conviction d'avoir « perdu une bataille mais pas la guerre ». Les concessions des dirigeants elles-mêmes sont acceptées comme nécessités par les circonstances dans l'intérêt d'une reprise rapide du processus engagé en janvier.

La direction tchèque actuelle pourrait prendre sur elle bien d'autres capitulations encore que le problème ne serait pas résolu pour les Russes. Pour ceux-ci, c'est l'existence même de cette direction qui est intolérable. La nécessité d'une équipe de rechange dépasse la personnalité de Dubcek. Il s'agit d'abattre l'homme, certes. Mais il s'agit surtout d'abattre un symbole.

Le fait que les dirigeants soviétiques refusent de rencontrer ceux-là mêmes qu'ils avaient il n'y a pas si longtemps contraints de venir à Moscou, laisserait supposer qu'ils ont en vue une autre solution ou tout au moins ils espèrent en avoir une bientôt.

Cette solution peut être cette fameuse équipe de rechange que les bureaucrates russes ont vainement cherché à constituer au moment de l'invasion. Ils sont peut-être en train d'y parvenir. Ont-ils trouvé leur homme en la personne de Husak ?

(Photo U.P.I.)

L'Assemblée Nationale Tchèque vote le rétablissement de la censure sur la presse.

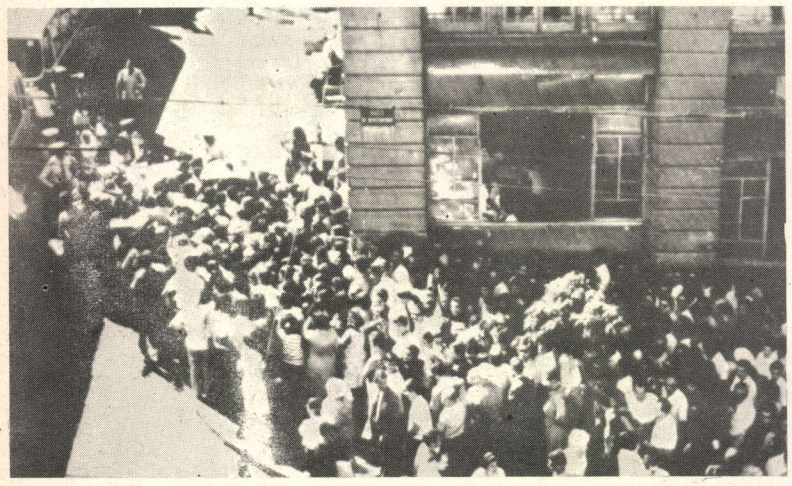
Imposeront-ils, faute de mieux, un Indra qui a perdu tout crédit politique ? Ou se contenteront-ils, comme certains observateurs le laissent entendre, d'obtenir l'élimination de Dubcek, même si celui-ci doit être remplacé par un de ses compagnons, Cernik par exemple, à supposer qu'il soit consentant ? Il y a des degrés entre ces différentes solutions et elles ne seraient pas interprêtées de la même façon par le peuple tchécoslovaque. Et tout dépend en dernier ressort de la façon dont le peuple et dans une certaine mesure les étages inférieurs de l'appareil d'Etat national interpréteront le changement.

La virulence des attaques contre les dirigeants de Prague ne permet pas d'écarter une autre hypothèse. Moscou a pu constater qu'il ne peut pas compter sur l'appareil national pour annihiler les aspirations nationales du peuple tchécoslovaque. Alors, puisque ses troupes sont sur place, puisque les canons russes restent braqués sur les villes tchèques, il a les moyens de faire lui-même ce qu'il n'a pas réussi à faire faire : massacrer ou arrêter les meilleurs, épurer l'appareil d'Etat, y placer ses hommes dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Et au besoin, s'il ne trouve pas de fantoche, remplacer le gouvernement national par un gouverneur militaire.

A l'heure où nous écrivons toutes ces hypothèses sont possibles. Une chose est certaine : laisser longtemps encore l'équipe Dubcek en place serait pour la bureaucratie russe l'aveu de sa défaite face à la résistance du peuple tchécoslovaque.

GRÈCE :

LA FGDS AU SECOURS DES COLONELS



(Photo U.P.I.)

La foule des Athéniens fait la queue à la station des autobus pour le retour à la maison en vue du vote pour éviter les sanctions gouvernementales, sanctions qui pourront être l'emprisonnement de un mois à un an pour la non-observation du vote.

EN Grèce tous les militants de gauche sont soit en prison, soit dans la clandestinité. En Grèce on torture, on assassine dans les geôles, on entretient des camps de concentration. Mais ce ne serait qu'un mauvais moment à passer, du moins, si l'on en croit six députés français qui viennent d'effectuer un voyage privé dans le pays. N'ont-ils pas déclaré : « Sur le plan politique le projet de Constitution tel qu'il nous a été présenté... devrait conduire le pays à un régime démocratique. »

On croit rêver. Les colonels, après avoir instauré une dictature sanglante, avaient décidé de se faire plébisciter par un référendum.

Mais, bien sûr, toutes les précautions ont été prises : la propagande pour le « NON » était interdite et passible de deux ans de prison. L'abstention aussi était quasiment impossible puisque ceux qui refusaient de participer au scrutin risquaient à la fois la perte de leur emploi et une forte amende.

Que le référendum porte sur une constitution ou sur n'importe quoi d'autre n'avait en fait aucune importance. C'est chaque jour que le peuple grec ressent dans sa chair cette dictature féroce et aucun référendum ne pourra rien y changer.

Mais vis-à-vis de l'opinion mondiale le caractère « illégal » du régime grec gênait quelque peu certains amis des colonels, notamment ceux du Pentagone. Aussi était-il de bonne guerre d'organiser un petit vote sur mesure. Quelques grincheux affirmeraient bien que le vote serait truqué mais qu'importe. On pourrait toujours répondre que l'unanimité en faveur du régime était telle que, même dans un scrutin plus régulier, le peuple grec se serait prononcé en majorité pour les chers colonels. Ainsi a été fait.

Dans un cas si grotesque on ne peut même pas dire que ce vote a été une feuille de vigne pour la dictature à moins que l'on admette qu'il s'agissait d'une feuille rongée par le phylloxéra.

Et pourtant c'est devant une telle mascarade que se sont extasiés six parlementaires français.

Parmi eux deux appartiennent à la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (un S.F.I.O., un radical), MM Delorme et Perannet. Pour accepter l'invitation d'un gouvernement quasiment fasciste, il ne fallait déjà pas beaucoup de scrupules à deux membres de l'opposition mais, le fait qu'ils en viennent à aider les colonels à justifier leur régime, prouve, s'il en était besoin, que leurs diatribes contre le « pouvoir personnel » de De Gaulle ne dépassera jamais le stade du discours pour comices agricoles ou Chambre des Députés.

BOURGUIBA

Allié fidèle de l'impérialisme

LA justice s'est prononcée d'une manière clémente » a déclaré Bourguiba à l'issue du procès des militants du groupe « Perspectives ». Lorsque l'on sait que les leaders de ce groupe marxiste révolutionnaire ont été condamnés de 10 à 14 ans de prison on voit le genre de clémence cher à Bourguiba. Mais ce procès a permis, dans une certaine mesure, de démystifier à la fois le régime tunisien et la personnalité de son dictateur. Car il faut dire que certains mythes sont tenaces. Et celui d'un Bourguiba qualifié de leader « réaliste » et « intelligent » par toute la presse de gauche pendant des années en est un exemple. Pour de nombreux intellectuels genre Nouvel Observateur **ou** L'Express **Bourguiba symbolisait depuis plus de dix ans, le type même du dirigeant arabe « démocratique » et « éclairé ».**

Ce mythe tenait en partie au passé anti-impérialiste de Bourguiba et à son action en faveur d'une certaine occidentalisation de la vie sociale tunisienne.

Ce n'était pas tous les jours que l'on pouvait voir un leader arabe se prononcer contre le port du voile pour les femmes musulmanes et critiquer les illusions de l'arabisme.

Mais, plus encore que cela, c'est sans doute la position de Bourguiba par rapport au conflit israélo-arabe qui lui valut le plus d'applaudissements d'une certaine gauche.

Enfin, apparaissait un leader qui critiquait sans ménagement la démagogie belliqueuse d'un Nasser et qui faisait appel au réalisme et à la bonne volonté pour régler le conflit israélo-arabe.

Tout pour plaire à une certaine gauche. Mais que Bourguiba se soit largement compromis tant avec l'impérialisme français qu'avec celui des U.S.A., qu'il fasse régner la terreur sur toute opposition politique en Tunisie, importait peu.

Ce n'était là que les quelques côtés négatifs du grand homme. Avec le procès du groupe « Perspectives » le masque est en partie tombé. Mais en partie seulement.

Dans un article consacré à ce procès Sylvain Regard écrit dans le « Nouvel Observateur » : « Il (Bourguiba) s'est identifié à la Tunisie et il s'en croit le libérateur, ce qui fut juste ; le guide, ce qui fut vrai ; l'unique porte-parole, ce qu'aujourd'hui les jeunes lui refusent ». Le titre de l'article : « Est-il possible pour un grand homme de se souvenir de sa jeunesse ? indique assez bien le contenu de l'article : Bourguiba est trop sévère vis-à-vis de ceux qui sont considérés par Regard comme ses successeurs.

On dirait que le fait que Bourguiba ait fait torturé des prisonniers politiques, qu'il ait interdit aux avocats de la défense de faire leur travail ne sont que des « détails ». Détails qui ternissent à peine la réputation du « grand homme ».

Mais entre le mythe Bourguiba et la réalité il y a un monde. Comme de nombreux leaders nationalistes des ex-colonies, Bourguiba quitta les geôles de l'impérialisme pour collaborer avec lui en tant que leader d'un Etat relativement indépendant. Dès ce moment là, la Tunisie fut un des pays arabes les plus pro-occidentaux. Si cela le conduisit à l'intérieur à s'opposer très timidement aux tenants d'un Islam féodal, sur le plan extérieur la ligne pro-impérialiste suivie par Bourguiba ne se démentit jamais.

Ce qui d'ailleurs explique le caractère « réaliste » de sa politique.

Il est vrai que Bourguiba n'est pas aussi démagogue qu'un Nasser. Mais la démagogie de ce dernier, malgré ses outrances chauvines, exprime d'une certaine façon les sentiments anti-impérialistes des masses arabes.

(Photo U.P.I.)

Bourguiba photographié récemment en Jordanie.

Il est vrai que Bourguiba est par contre plus « réaliste » en ce sens qu'il se garde de se compromettre avec l'U.R.S.S. fut-ce pour obtenir, à l'instar d'un Nasser, des coudées plus franches à l'égard de l'impérialisme.

En quittant — une fois de plus — la Ligue Arabe, Bourguiba obéit à ses motifs habituels. La Tunisie reproche à l'Egypte d'avoir accepté l'aide soviétique pour remettre sur pied son armée. « Il est des alliances qui se payent cher », explique Bourguiba qui sait de quoi il parle. Evidemment, vis-à-vis de l'opinion publique et celle de la gauche en particulier, Bourguiba expliquera sa décision par le manque de « réalisme » de l'Egypte face au problème palestinien.

En fait, le réalisme bourguibiste se réduit à une seule chose : l'assujettissement complet à l'impérialisme.

Et c'est devant cela que s'agenouille une certaine gauche.

Les Elections Présidentielles aux U.S.A.

UN VOTE QUI NE SIGNIFIERA PAS GRAND CHOSE

A quelques semaines des élections américaines, les chances du candidat démocrate paraissent assez minces. D'après un récent sondage de l'Institut Louis Harris, Nixon rallierait 39 % des voix contre 31 % à Humphrey et 21 % à Wallace. L'équipe électorale démocrate vient pourtant d'être renforcée par Georges Ball qui pour ce faire a donné sa démission de représentant des U.S.A. auprès des Nations Unies. Son prédécesseur à ce poste : Arthur J. Goldberg a rejoint aussi l'équipe du vice-président. Tous les deux passent pour des adversaires à la politique de Johnson sur la question des bombardements du Vietnam du Nord.

Il est vrai que c'est à peu de frais qu'ils font figure d'opposants : Arthur Goldberg s'était contenté, dans un article paru entre autres dans « Le Monde » du 10.9.68, de se prononcer pour l'arrêt complet des bombardements sur le Vietnam du Nord en précisant... « Nous resterions libres aussi d'envisager la reprise des bombardements du Vietnam du Nord dans l'hypothèse où Hanoï ferait preuve de mauvaise foi et profiterait de l'arrêt des bombardements pour s'arroger des avantages militaires décisifs ». Quant à George Ball il a refusé après sa démission « d'aborder cette question qui selon lui « obsède trop les électeurs » (« Le Monde » du 28.9.68). Cette vague « d'opposition » à la politique actuelle de Johnson au Vietnam, de la part de ses fidèles n'épargne pas non plus Humphrey lui-même. La semaine dernière il évoqua la possibilité d'une réduction systématique des forces américaines au Vietnam en ajoutant : « C'est ma position, pour ce qui est de la position du président, cela le regarde ». Et Johnson s'est empressé de répondre en affirmant qu'il n'était pas question de réduire les effectifs au Vietnam, désavouant ainsi celui qui nous était présenté jusque là comme le continuateur de sa politique.

Nous n'aurons pas, bien sûr, la naïveté de croire que des divergences réelles existent entre ces hommes. Ni même qu'elles desservent la candidature Humphrey aux prochaines élections. Au contraire. Car toutes ces manifestations servent à essayer de donner un visage politique plus séduisant à Humphrey. En effet si le parti démocrate veut répondre au sentiment confus du besoin de changer que pourrait avoir l'électorat américain, il faut que son candidat se montre différent du président actuel.

(Photo U.P.I.)

Manifestants contre la guerre au Vietnam, hostiles à Humphrey qui prenait la parole le 23 septembre à Cleveland.

De plus, les deux congrès, démocrate et républicain, en désignant Humphrey et Nixon, ont frustré une partie importante de l'électorat américain qui désirait exprimer son opinion sur la guerre du Vietnam, au travers du bulletin de vote. Un autre sondage de l'institut Louis Harris indique que 49 % des personnes interrogées se sont déclarées satisfaites du choix qui leur sera donné de faire le 5 novembre, tandis que 46 % n'ont pas dissimulé leur mécontentement. 46 % de ceux qui sont décidés à donner leur voix à Humphrey affirment être déçus par le choix qui leur est offert, et 39 % de ceux acquis à Nixon, le feront dans les mêmes conditions.

En fait la bourgeoisie américaine a peur maintenant d'une trop grande dépolitisation qui risquerait d'entraîner une augmentation excessive du nombre des abstentions et aboutirait à la remise en cause du système des deux grands partis sur lequel repose la vie politique américaine. Sans compter que si tous ceux qui sont aujourd'hui déçus, étaient tentés à l'avenir de s'exprimer par d'autres voies que les élections, cela représenterait un danger certain.

Et si la « ficelle » utilisée aujourd'hui paraît peut-être un peu grosse, c'est que la bourgeoisie américaine n'a pas tellement le choix.

AUX ETATS-UNIS la lutte contre la guerre du Vietnam continue

Aux Etats-Unis, la lutte contre la guerre au Vietnam continue. Ci-contre et ci-dessous, un dessin extrait de « Vietnam GI », **un journal anti-militariste, destiné aux soldats américains et faisant de la propagande contre l'intervention américaine au Vietnam.**

Nous avons d'ailleurs présenté « Vietnam GI » **à nos lecteurs dans le numéro 7 de** Lutte Ouvrière. **A ce sujet nous avons reçu une lettre de la rédaction de** « Vietnam GI » **qui nous apporte les précisions suivantes :**

« ...Maintenant, nous avons chaque mois deux éditions, l'une pour les soldats stationnés aux Etats-Unis, et l'autre pour ceux qui sont au Vietnam. Les soldats, ici comme au Vietnam, demandent toujours plus de reportage. Nous avons toujours des difficultés avec la police militaire, mais jusqu'à présent la police civile s'est contentée de nous surveiller.

Vive les ouvriers français, et vive la révolution ouvrière mondiale !

Fraternellement.

Tom Barton,

Soldat, qu'est-ce que j'entends dire ! Que vous avez des idées personnelles.

DES ASSASSINS ET DES HYPOCRITES

L'ASSASSINAT systématique du peuple Ibos, perpétré depuis plus d'un an par l'armée fédérale du Nigéria, commença à provoquer l'indignation générale, à partir du moment, approximativement juillet de cette année, où certains gouvernements n'accordèrent plus leur soutien au général Gowon, chef d'Etat du Nigéria en guerre contre le Biafra.

Ce fut le cas de la France, où de Gaulle décrétait en juin l'arrêt de certaines livraisons d'armes à Lagos. Jusque là, c'était normal, il faut croire.

Et l'opinion française, émue par la campagne de presse faisant connaître le martyre du peuple Ibos, adressait ses dons aux œuvres charitables qui tentaient de faire parvenir quelques vivres et médicaments aux Biafrais pourchassés.

L'Humanité *de cette semaine n'a pas manqué de se joindre à cette campagne. Elle ouvrait ses colonnes au Secours populaire (successeur du Secours Rouge qui perdit sa couleur avec le Front Populaire) ainsi qu'à la C.G.T. qui, dans un communiqué embarrassé, s'expliquait sur la nécessité de cette aide, même si, selon elle, la lutte des Ibos entrait dans le cadre des manœuvres des impérialistes pour s'emparer du pétrole biafrais.*

C'est qu'il n'est pas facile de soutenir l'idée de la nécessité d'aider les Biafrais, alors qu'ils sont massacrés dans des bombardements systématiques de l'aviation fédérale, aviation équipée depuis septembre 67 par des Mig soviétiques.

Photo A.F.P.

Deux hélicoptères de l'U.N.I.C.E.F. pour le ravitaillement des populations civiles du Nigeria.

L'U.R.S.S. a réarmé le Nigéria en partie dans le cadre de sa politique étrangère de soutien aux pays arabes (le gouvernement de Lagos étant contrôlé par les nordistes pro-arabes) et aussi parce que le gouvernement Gowon avait manifesté quelques velléités de s'opposer du moins verbalement à l'impérialisme américain.

Mais aucune position politique ou idéologique ne peut justifier l'assassinat de tout un peuple.

Et la seule façon d'en témoigner est d'exiger des dirigeants — à plus forte raison quand ces dirigeants sont soi-disant des amis des peuples — de cesser tout envoi d'armes au Nigéria. Cela ne ramènera certainement pas la paix complète dans cette terre d'Afrique car cela est un autre problème, bien plus difficile, mais au moins cela empêcherait de verser des pleurs hypocrites.

La dénonciation de la vérité permettrait de se rapprocher du moment où les peuples pourront se libérer de leurs tyrans.

En faisant comme le Figaro, l'Humanité *n'y contribue pas.*

LUTTE OUVRIERE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

Conditions de travail en Amérique Latine

(Photo U.P.I.)

Ci-dessus une vue du système de travail dans les salines de Porto Rico. Dans le sud-ouest du pays cette industrie n'a fondamentalement pas changé, depuis qu'elle a été lancée par les Espagnols il y a 15 ans. Les lourds blocs de « glace » sont brisés, amenés jusqu'à la rive pour un séchage supplémentaire et empaquetés pour l'usage commercial. Pour tout ce travail, les ouvriers indigènes sont payés 5 cents (25 centimes) par tonneau de sel (environ 2 brouettes).

(Photo U.P.I.)

Ci-contre, un paysan indien bolivien (les indiens forment 40 % de la population de Bolivie, de l'Equateur et du Pérou) qui doit travailler la terre avec cette bêche rudimentaire. Et pourtant lorsque des outils modernes sont fournis, l'expérience prouve que sur les plus hautes régions des Andes les cultures de toutes sortes (pommes de terre, avoine, seigle, orge et froment) peuvent facilement être faites. Suffisamment sans doute pour nourrir la population misérable qui y survit actuellement.

En Amérique Latine : WESTMORLAND et ses emules veillent

LA conférence des chefs d'état-major américains qui vient de se terminer à Rio le 27 septembre donnait une vue à la fois menaçante et grotesque de ces généraux rassemblés autour de Westmoreland et dont la préoccupation commune était la lutte contre la subversion

Westmoreland était particulièrement bien ou mal placé pour donner des conseils. En tout cas, il pouvait parler en homme d'expérience et il était assez savoureux de le voir sentencieusement conclure que « le phénomène insurrectionnel est le produit de causes complexes, parmi lesquelles les causes sociales, c'est-à-dire les frustrations, les injustices et les inégalités jouent un rôle décisif » et que « le plan de combat contre l'insurrection doit donc s'étendre sur plusieurs fronts à la fois, l'action sur le front social et politique destinée à extirper les causes de frustrations étant parfois plus importante que l'action militaire proprement dite ».

De la part de nos militaires, c'est un aveu touchant ou plutôt un aveu d'impuissance. Westmoreland est effectivement en droit de faire un tel aveu, lui qui n'a pu briser, malgré tous ses efforts, la révolte du peuple vietnamien.

Et si l'Amérique du Sud n'est pas transformée en autant de Vietnam qu'il y a d'états, comme le souhaitait Che Guevara, les U.S.A. qui veillent jalousement sur cette chasse gardée qu'est pour eux l'Amérique latine, ne peuvent qu'être inquiets de l'agitation universitaire qui s'y généralise et de la « subversion » qui s'y manifeste.

Certes, l'histoire de l'Amérique latine a connu de nombreux soulèvements insurrectionnels dirigés tant contre des dictateurs locaux que contre l'impérialisme yankee, et les noms de Guatemala, Saint-Domingue, Bolivie, Venezuela, etc... sont tous liés à de tels événements.

Cependant si à l'heure actuelle, les états-majors font donner leur armée au Venezuela, en Colombie, au Guatemala et même en Argentine maintenant contre des guerilleros isolés, les deux pays les plus troublés aujourd'hui sont ceux qui, en Amérique latine, avaient la réputation la plus démocratique : le Mexique et l'Uruguay.

Au Mexique, l'opposition entre étudiants et gouvernement s'est transformée en une contestation violente du régime par les étudiants qui aspirent à une autre façon de vivre.

En Uruguay, une crise économique frappe le pays depuis deux années, elle a mis à nu l'emprise de l'impérialisme américain sur ce pays qui jusque-là n'avait pratiquement pas « d'histoire », c'est-à-dire, pas de soulèvement, pas d'insurrection, pas de pronunciamento à inscrire dans ses mémoires !

Depuis plus de deux ans la baisse des cours mondiaux du prix de la viande et de la laine, a mis à mal une économie de type colonial, dominée par ces seuls produits. L'Uruguay voit se lever la contestation sociale des travailleurs qui ne veulent pas faire les frais de la politique des monopoles.

Depuis le début de l'année le gouvernement du président Pacheco Areco tente d'utiliser tous les moyens d'intimidation possible. Après la dissolution des organisations de gauche, l'interdiction de journaux, l'arrestation de dirigeants syndicaux et politiques, le renforcement de la censure, il en venait pour bloquer les salaires à amener des troupes autour de la capitale à réquisitionner les employés des services publics. Le 2 juillet, il menaçait de la loi militaire pour empêcher une grève générale de 24 heures, puis... procédait à des arrestations de plus en plus massives. Le 24 septembre, la sixième grève générale observée en Uruguay depuis cet été était la plus suivie.

Le lendemain le gouvernement déclarait « mobilisés » trois mille employés des transports publics de Montevideo. (Les fonctionnaires de la Banque de la République, de la Banque Centrale et de l'Entreprise d'Etat d'Electricité étaient déjà mobilisés et donc tenus à la discipline militaire.)

En même temps, par décret du président, un cargo appartenant à l'administration des ports était mis à la disposition de la marine de guerre pour y accueillir les gens arrêtés...

Mais le gouvernement Areco se trouve confronté avec une contestation d'autant plus difficile à endiguer que la jeunesse estudiantine de Montevideo lutte coude à coude avec les ouvriers. C'est ensemble qu'ils élèvent des barricades. C'est ensemble qu'ils tombent sous les balles des forces de répression.

(Photo U.P.I.)

Une patrouille de guerilleros qui tiennent les montagnes su Nicaragua

Et rien ne pourra briser une telle volonté et un tel espoir. Westmoreland le sait. Ses protégés uruguayens le savent. Mais malgré les belles phrases des discours officiels, ils ne connaissent que la répression. Ils ne savent pas faire autre chose. Et ils obligeront l'Uruguay à entrer dans l'« histoire ».

La Succession de Salazar : Ils ont raison d'avoir peur !

LE docteur Salazar dans le coma depuis le 16 septembre met décidément beaucoup de temps à mourir. Et il a fallu bon gré mal gré que le milieu dirigeant portugais lui désigne un successeur.

Désignation parfaitement autoritaire, puisque conformément à la constitution ; c'est le Président de la République qui nomme le Président du Conseil, lequel se retrouve ainsi muni des pleins pouvoirs. Ce n'est évidemment pas là chose nouvelle et toutes les constitutions du monde sont amenées à prévoir ainsi une solution autoritaire à la vacance éventuelle du pouvoir, quitte à recourir ensuite à un référendum ou à des élections bien préparées. La démocratie au sens institutionnel du terme ne convient pas aux heures de crise. Il faut alors agir vite, afin surtout de gagner du temps.

Le successeur désigné a pour mission d'assurer la continuité du régime et de l'Etat et derrière cette belle façade légale se règlent en coulisse les problèmes posés par la succession du pouvoir réel.

Mais pendant que les prétendants au pouvoir, les carriéristes et ambitieux de tout poil, se lancent dans des intrigues de palais ou de couloirs, il importe que le bon peuple soit tranquillisé et ne se doute de rien. Il importe surtout qu'il ne se mêle pas d'intervenir et de dire ce que personne ne lui demande.

Bien évidemment, plus le régime est personnel et dictatorial, et plus la disparition du « chef suprême » comporte de dangers et de problèmes. La mort du dictateur, c'est l'espoir pour tous les opposants libéraux et c'est, pour le peuple, une libération morale dont nul ne peut mesurer à l'avance les conséquences.

Avec Salazar les classes dirigeantes portugaises se croyaient sûres d'elles-mêmes et de la stabilité du régime. Certes, elles ne pensaient pas que le « Docteur » serait immortel, mais elles savaient le pays débarrassé de toute opposition légale et vidé de toutes ses forces vitales. Et depuis tant d'années que le Dr Salazar assurait l'ordre, les classes dirigeantes portugaises s'étaient un peu endormies dans cette fausse sécurité. Pourquoi rester sans cesse sur ses gardes quand le grand travail de nettoyage a été fait et quand les spécialistes zélés de la PIDE assurent la routine de l'entretien.

Aujourd'hui, les voilà brusquement réveillées. Et si elles s'étaient trompées, si le feu couvait encore sous la cendre ? Certes, l'annonce de la fin imminente de Salazar n'a soulevé aucun remous visible au Portugal. Mais depuis plus de trente ans le peuple portugais a appris à se taire, à penser en silence, à se défier de tous. Et nul aujourd'hui, et surtout pas les classes dirigeantes, ne peut savoir ce qu'il pense et ce dont il est capable. La conscience des masses peut changer très vite et s'extérioriser très vite ; et quand l'espoir soulève les cœurs et les esprits, sa force peut être irrésistible.

Cela les milieux dirigeants portugais sont en train de le réapprendre. Et cela se voit à leur raideur, à leur méfiance embarrassée, à la façon dont Caetano, le successeur désigné s'adresse au pays. Il parle de l'ordre, de la stabilité et de l'autorité nécessaires, comme s'il voulait convaincre quelqu'un.

Et qui veut-il convaincre, cet ancien admirateur de Mussolini, aujourd'hui finement teinté de libéralisme parce qu'en tant que doyen il a protesté contre l'intervention de la police à l'université de Lisbonne en 1962 ? Certainement pas les masses populaires qui ne peuvent pas être sensibles à son langage. Mais bien plutôt cette opposition intellectuelle et libérale, encore confuse, encore informe, mais qui, depuis des années aussi réclame plus de démocratie et le droit d'être associée à la vie politique du pays. Caetano, libéral de la dernière heure, s'adresse aux libéraux bon teint pour les mettre en garde contre toute démagogie, contre toute action inconsidérée susceptible d'entraîner une mobilisation populaire dont personne ne veut. Il leur rappelle ce qu'en vieux serviteur de la bourgeoisie il a appris et compris : le choix politique n'est pas entre dictature et démocratie, mais entre dictature et révolution populaire. S'ils ne veulent pas comprendre cela, ils risquent de tout compromettre, de tout faire sauter. Quand les masses interviennent même si c'est au début pour le compte des petits bourgeois libéraux, on ne sait pas ensuite jusqu'où elles peuvent aller avec et surtout sans eux.

On ne sait pas si Caetano convaincra ses adversaires libéraux, mais en fin de compte ce qui apparaît clairement dans son attitude, c'est la peur, la grande peur des classes dirigeantes devant ceux qu'elles oppriment et exploitent sans merci.

Et cette peur, c'est un signe de faiblesse, c'est sur elle que s'établit finalement la certitude des révolutionnaires.

LUTTE OUVRIÈRE

Directeur Publication
Michel Rodinson

Abonnements :
6 mois .... 15 F
1 an ..... 25 F

Abonnements de soutien :
6 mois .... 30 F
1 an ..... 50 F

Correspondance :
M. RODINSON
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
PARIS-6e

Distribuée par les N.M.P.P.

Imprimerie MORIAME - Paris